



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

MARCHE D'ACHAT DE PRESTATIONS D'ENTRETIEN DES INFRASTRUCTURES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique)

MARCHE PONCTUEL n° 2025-8320-001

Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la réalisation de travaux de restauration et de création d'infrastructures sur le réseau de dessertes forestières de l'Agence Territoriale des Pays de la Loire :

- Lot 1 : Création d'une place de dépôt en Forêt Domaniale du Gâvre (dept. 44)
- Lot 2 : Réfection généralisée du réseau de fossés en Forêt Domaniale de Longuenée (dept. 49)
- Lot 3 : Réfection généralisée d'une route forestière empierrée en Forêt Domaniale de Détroit (dept. 85)
- Lot 4 : Réfection de routes forestières empierrées en Forêt Domaniale de Monnaie Pontménard (dept. 49)
- Lot 5 : Création de 3 places de retournement en Forêt Domaniale de Bercé (dept. 72)
- Lot 6 : Réfection généralisée d'une route forestière empierrée en Forêt Domaniale de Sillé (dept. 72)
- Lot 7 : Création d'une place de dépôt en Forêt Domaniale de Sillé (dept. 72)
- Lot 8 : Création de passages busés sur routes forestières en Forêt Domaniale de Perseigne (dept. 72)
- Lot 9 : Réfection généralisée d'une route forestière empierrée en Forêt Domaniale de Petite Charnie (dept. 72)

Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Centre-Ouest-Aquitaine/ Agence Territoriale Pays de la Loire, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 03020 dont le siège est 15 Boulevard Léon Bureau CS16237 NANTES Cedex 2.

Personne signataire du marché

La personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre est le directeur de l'Agence Pays de la Loire agissant en vertu de la délégation de pouvoir n° 2019-01 du 14 janvier 2019 accordée par le Directeur général de l'O.N.F. aux directeurs d'agence :

Mme Johanne Perthuisot Directrice territoriale de la Direction territoriale Centre-Ouest Aquitaine de l'Office national des forêts.

SOMMAIRE

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE.....	1
1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
1.1. POUVOIR ADJUDICATEUR	3
1.2. PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU SUIVI DU MARCHE.....	3
1.3. PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES).....	3
1.1. SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE TECHNIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS.....	3
1.2. COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS	3
2 OBJET – DISPOSITIONS GENERALES	3
2.1. OBJET DU MARCHE	3
2.2. PROCEDURE.....	4
2.3. CLASSIFICATION CPV	4
3 CARACTERISTIQUES DU MARCHE PONCTUEL	4
3.1. FORME DU MARCHE	4
3.2. ALLOTISSEMENT	4
3.3. DUREE ET PRISE D'EFFET DU MARCHE	4
3.4. VARIANTES ET/OU PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE).....	4
3.5. PRESTATIONS SIMILAIRES	4
4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE	5
5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHE.....	5
5.1. ÉTAT INDICATIF DU (DES) CHANTIER(S) - COMMANDE PREVUE	5
5.2. MODALITES DE RECEPTION DES PRESTATIONS	5
5.3. MAITRISE D'ŒUVRE	5
6 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT	6
6.1. UNITE MONETAIRE	6
6.2. FORME ET CONTENU DES PRIX	6
6.2.1. <i>Nature des prix</i>	6
6.2.2. <i>Contenu des prix</i>	6
6.3. PRESTATIONS DE SERVICES EN PLUS OU EN MOINS NON PREVUES AU MARCHE ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.	
6.4. VARIATION DANS LES PRIX	6
6.5. MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT	6
6.5.1. <i>Avance</i>	6
6.5.2. <i>Acomptes</i>	7
6.5.3. <i>Facturation</i>	7
6.5.4. <i>Dématérialisation des factures</i>	7
6.5.5. <i>Paieement des sous-traitants</i>	7
6.5.6. <i>Délai global de paiement</i>	7
6.5.7. <i>Nantissement ou cession de créance</i>	8
7 RETENUE DE GARANTIE.....	8
8 PENALITES	8
9.1. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE	8
9.2. RETARD IMPUTABLE A L'ONF.....	9
9.3. PENALITES POUR NON-CONFORMITE DES FORMALITES RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE	9
10 DROIT, LANGUE.....	9
11 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL.....	10
13.1. TRAVAILLEURS ETRANGERS.....	10
13.2. TRAVAIL CLANDESTIN.....	10
13.3. TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES..... ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.	
13.4. PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR.....	10

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Centre-Ouest-Aquitaine/ Agence Territoriale Pays de la Loire, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 03020 dont le siège est 15 Boulevard Léon Bureau CS16237 NANTES Cedex 2.

1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi du marché

La personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre est le directeur de l'Agence Pays de la Loire agissant en vertu de la délégation de pouvoir n° 2019-01 du 14 janvier 2019 accordée par le Directeur général de l'O.N.F. aux directeurs d'agence :

M. Nicolas JANNAULT Directeur de Agence Territoriale Pays de la Loire de l'Office National des Forêts 15 Boulevard Léon Bureau CS16237 NANTES Cedex 2

1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique est M. Max BUZAT, Directeur financier, 100 Bd de la Salle 45760 Boigny sur Bionne. Tel : 02.38.65.47.09

1.1. Service auprès duquel des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre technique est

Christophe Launay

Responsable Sylviculture / Chargé de travaux

SERVICE FORET AGENCE PAYS DE LOIRE

19 Boulevard Paixhans – CS 61325 - 72 013 Le Mans Cedex 2

Tél : 0616684379

christophe.launay@onf.fr

1.2. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire au siège de la direction territoriale.

2 OBJET – DISPOSITIONS GENERALES

2.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de travaux de restauration et de création d'infrastructures sur le réseau de dessertes forestières de l'Agence Territoriale des Pays de la Loire :

- Lot 1 : Création d'une place de dépôt en Forêt Domaniale du Gâvre (dept. 44)
- Lot 2 : Réfection généralisée du réseau de fossés en Forêt Domaniale de Longuenée (dept. 49)
- Lot 3 : Réfection généralisée d'une route forestière empierrée en Forêt Domaniale de Détroit (dept. 85)
- Lot 4 : Réfection de routes forestières empierrées en Forêt Domaniale de Monnaie Pontménard (dept. 49)
- Lot 5 : Création de 3 places de retournement en Forêt Domaniale de Bercé (dept. 72)
- Lot 6 : Réfection généralisée d'une route forestière empierrée en Forêt Domaniale de Sillé (dept. 72)
- Lot 7 : Création d'une place de dépôt en Forêt Domaniale de Sillé (dept. 72)
- Lot 8 : Création de passages busés sur routes forestières en Forêt Domaniale de Perseigne (dept. 72)
- Lot 9 : Réfection généralisée d'une route forestière empierrée en Forêt Domaniale de Petite Charnie (dept. 72)

L'exécution de ce marché est régie par les dispositions du CCAG Travaux dans sa version de l'arrêté du 30 mars 2021.

2.2. Procédure

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique.

2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

45233140-2	Travaux routiers
45233142-6	Travaux de réparation de routes
45233160-8	Chemins et autres aires empierrées

3 CARACTERISTIQUES DU MARCHE PONCTUEL

3.1. Forme du marché

Il s'agit d'un marché ponctuel simple à prix unitaire avec décomposition quantitative estimative (DQE).

3.2. Allotissement

Le marché est décomposé en 9 lots ; la réponse des candidats peut porter sur un ou plusieurs lots.

3.3. Durée et prise d'effet du marché

Les prestations commenceront une fois que la notification du marché aura été transmise au titulaire et devront impérativement être achevés pour le 31 octobre 2025

Lorsqu'un changement du montant des travaux ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages, une substitution à des ouvrages initialement prévus d'ouvrages différents, une rencontre de difficultés imprévues au cours du chantier, un ajournement de travaux décidé par le représentant du pouvoir adjudicateur ou encore un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires qui sont à la charge du maître de l'ouvrage ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché, les dispositions de l'article 18.2 du CCAG Travaux sont seules applicables.

Conformément au premier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG Travaux, dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés. Cette prolongation est notifiée à l'entrepreneur par un ordre de service qui en précise la durée, laquelle est égale au nombre de journées réellement constaté au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries conformément aux dites dispositions.

3.4. Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Il n'est pas proposé de prestations supplémentaires éventuelles et les variantes ne sont pas autorisées.

3.5. Prestations similaires

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement et le Bordereau des Prix Unitaires au présent marché ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- les éventuels actes spéciaux de sous-traitance ;

A noter, les clauses du Cahier des Clauses Générales Administratives – Travaux étant réputées connues par les opérateurs économiques, elles ne sont pas matériellement jointes au dossier de consultation. Néanmoins, elles sont disponibles sur le site internet onf.fr/rubrique professionnels.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHÉ

5.1. État indicatif du (des) chantier(s) - commande prévue

Le présent marché constitue la commande émise par le donneur d'ordre pouvoir adjudicateur.

5.2. Modalités de réception des prestations

Les opérations de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront réalisées conformément aux dispositions prévues à l'article 41 du Cahier des Clauses Administratives Générales – Travaux version 2021.

5.3. Maîtrise d'œuvre

Une mission de maîtrise d'œuvre sera assurée par le technicien forestier territorial, précisé sur chaque commande, pour la définition des travaux à réaliser, la proposition de la commande, la direction, la surveillance et la réception des travaux.

5.4. Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives sur le chantier. Sauf accord intervenu entre le maître d'ouvrage et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le maître d'ouvrage.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou des sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Le maître d'ouvrage peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau,
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître de l'ouvrage

5.5. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

Dans le cas (précisé à l'occasion de chaque commande) d'une opération faisant l'objet d'une coordination de sécurité et de protection de la santé (CCSPS), conformément aux dispositions de l'article R237-1 et suivant du code du travail, le maître d'ouvrage nomme un coordonnateur de sécurité.

Le maître d'ouvrage s'assure directement auprès des chefs d'entreprises de la mise en œuvre effective des mesures de prévention définies dans le plan de prévention.

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique est réalisée conformément à la réglementation suivante :

- La signalisation des chantiers doit être conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière: *livre I signalisation des routes, défini par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié, et aux guides techniques: Manuel du chef de chantier relatif aux routes bidirectionnelles et aux routes à chaussées séparées.
- Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.
- La signalisation au droit du chantier est réalisée par l'entreprise.
- La signalisation de déviation est à la charge du maître de l'ouvrage.
- Le titulaire doit soumettre à l'agrément du maître d'ouvrage les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.
- Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci le titulaire doit faire connaître nominativement au maître d'ouvrage le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit.
- Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté des Effets de Protection Personnels réglementaires adaptés à la situation (un gilet rétro réfléchissant...).
- Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et rétro réfléchissantes.
- Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe c: matériels mobiles alinéa 2-feux spéciaux- de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière livre I-8ème: signalisation.
- En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertissent les usagers de la présence à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.
- Les mesures prises en matière de signalisation de chantier doivent être conformes aux documents de prévention élaborés dans le cadre du marché.

6 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

6.1. Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est l'euro.

6.2. Forme et contenu des prix

6.2.1. Nature des prix

Le marché est traité à prix unitaires, sur la base de la décomposition quantitative estimative et des quantités réellement exécutées.

6.2.2. Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais d'assurance, les frais de déplacements éventuels des agents du titulaire, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le pouvoir adjudicateur.

6.3. Variation dans les prix

Les prix sont fermes pour toute la durée du marché.

6.4. Modalités essentielles de paiement

6.4.1. Avance

Sans objet

6.4.2. Acomptes

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23 du code de la commande publique, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations. Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations auxquelles il se rapporte. Le solde du marché sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le Titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre du marché, notamment du montant des pénalités.

Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

6.4.3. Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées **de façon dématérialisée** dans les conditions précisées ci-après à l'article 6.5.4.

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro du présent marché 2025-8320-001 ;
- le nom du service destinataire ;
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réalisation des prestations
- les prix HT, TTC et la TVA;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront refusées par l'ONF.

6.4.4. Dématérialisation des factures

Dans le contexte de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie et de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, l'Etat prévoit la dématérialisation de toutes les factures à destination de structures publiques.

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

- Le SIRET de l'entité ONF à l'origine de la commande;
- La référence d'engagement : le numéro du bon de commande.

6.4.5. Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire du marché joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

6.4.6. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire du marché sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCAP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

6.4.7. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

7 RETENUE DE GARANTIE

Pour chacun des lots prévus au marché les dispositions suivantes s'appliquent.

Une retenue de garantie peut être prélevée par fractions sur chacun des versements.

Son montant est de 5% du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des modifications du marché en cours d'exécution, et hors variation de prix.

8 PENALITES

Toute violation des clauses du présent marché pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues à l'article 13 des Clauses Générales d'Achat de prestations de services forestiers en forêt domaniale.

9.1. Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution du marché.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes :

- Pénalités pour retard d'exécution

En cas de non-respect du délai indiqué dans le bon de commande, par le fait du titulaire, une pénalité journalière fixée à 200,00 € par jour calendaire de retard pourra être appliquée au titulaire.

Les pénalités listées autres que retard d'exécution ci-dessous sont appliquées sans mise en demeure sur simple constat :

- Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le titulaire est chargé de remettre en état les lieux. Dans le cas contraire, il encourt une pénalité journalière de 150,00 € par jour calendaire de retard.

- Pénalités pour absence aux réunions

En cas d'absence aux réunions, une pénalité forfaitaire fixée à 150,00 € pourra être appliquée au titulaire.

- Période de préparation

En cas de non-respect de l'ensemble de ses obligations au terme du délai de la période de préparation fixé dans le bon de commande, le titulaire encourt une retenue journalière fixée à 200,00 € HT.

- Tenue de chantier

En cas de non-respect d'une demande de nettoyage de chantier par constat, le titulaire encourt une pénalité de 150,00 € par jour calendaire.

- Pénalité pour dégradations éventuelles

Le chantier devra être restitué propre et les éventuelles dégradations auront été réparées et le site remis en état. Dans le cas contraire la pénalité journalière de 500,00 € pourra être appliquée 30 jours après la mise en demeure du Maître d'œuvre, jusqu'à la remise en état.

Les pénalités sont indiquées hors taxes et ne sont pas assujetties à la TVA. L'imposition des pénalités ci-dessus mentionnées ne fait pas obstacle à l'application des mesures prévues à l'article 50 du CCAG-travaux. En cas de force majeure, les faits générateurs des pénalités ci-dessus ne pourront pas être retenus contre le titulaire.

Les contrôles d'exécution pourront être réalisés par un représentant du pouvoir adjudicateur ou un prestataire extérieur missionné.

9.2. Retard imputable à l'ONF

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

9.3. Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant du marché.

10 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCAP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté. En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont

accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

11 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

13.1. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

13.2. Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution du marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire du marché s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

13.3. Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr